

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE MOSELLE
27 rue des Messageries
CS 80001
57751 METZ Cedex 9

Marché passé selon la procédure adaptée (MAPA)

Marché N° 2026-01-CPAM57

*Marché réservé aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs
handicapés et défavorisés conformément aux dispositions de l'article R.2113-7 du
Code de la Commande Publique*

**REGLEMENT DE CONSULTATION
(R.C)**

TYPE DE MARCHÉ :

PRESTATIONS DE SERVICE

Classification CPV principale : 92512100-4 Services de destruction d'archives
Classification CPV complémentaire 90511400-6 Services de collecte du papier

Objet du marché:

**COLLECTE ET DESTRUCTION SECURISEE OU NON DE PAPIERS,
ARCHIVES CONFIDENTIELLES ET AUTRES DECHETS DE BUREAUX
DE LA CPAM DE MOSELLE**

Date limite de remise des offres :

Le Lundi 23 Février 2026 à 12 heures

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.1 – NOM ET ADRESSE DU POUVOIR ADJUDICATEUR	3
1.2 – TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITE(S) PRINCIPALE(S).....	3
ARTICLE 2 – ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	3
2.1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
2.1.1 – <i>Caractéristiques de la prestation</i>	3
2.1.2 – <i>Modalités d'exécution</i>	3
2.2 – NOMENCLATURE EUROPEENNE	3
2.3 – PROCEDURE DE PASSATION.....	4
2.4 – FORME DU MARCHÉ.....	4
2.5 – ALLOTISSEMENT	4
2.6 – DUREE DU MARCHÉ ET DELAI D'EXECUTION	4
2.7 – UNITE MONETAIRE	4
2.8 – LANGUE UTILISEE	4
2.9 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	4
ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)	5
3.1 – COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES	5
3.2 – MODALITES DE RETRAIT PAR VOIE DEMATERIALISEE VIA LA PLATEFORME PLACE.....	5
3.3 – MODIFICATIONS DE DETAIL DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
3.4- QUESTIONS - REPONSES.....	5
ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ	6
4.1 – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	6
4.2 – SOUS-TRAITANCE	6
4.2.1 <i>Candidature sous forme de DUME</i>	6
4.2.2 <i>Candidature hors DUME</i>	6
4.3 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT DU MARCHÉ	7
ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
5.1 – PIECES A JOINDRE AU TITRE DE LA CANDIDATURE	7
5.2 – PIECES A JOINDRE AU TITRE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
6.1 – CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES	9
6.2 – CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES.....	9
ARTICLE 7 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	10
7.1 REMISE DES OFFRES	10
7.2 RE-MATERIALISATION DE L'OFFRE POUR SIGNATURE DU MARCHÉ	11
ARTICLE 8 -RECOURS	11
ARTICLE 9 - NEGOCIATION.....	12
ARTICLE 10 - RESERVES	12
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 – Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Moselle
27 rue des Messageries
CS 80001
57751 METZ Cedex 9
SIRET : 515 260 883 00217

1.2 – Type de pouvoir adjudicateur et activité(s) principale(s)

Organisme privé en charge d'un service public de protection sociale soumis au code de la commande publique et aux modes de passation et conditions d'exécution prévues pour les marchés de l'État, selon les dispositions de l'article L124-4 du code de la sécurité sociale modifié.

ARTICLE 2 – ETENDUE ET CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la mise à disposition de containers, la collecte et la destruction sécurisée ou non de papier, archives confidentielles et autres déchets de bureaux sur l'ensemble des sites de la CPAM de MOSELLE.

2.1.1 – CARACTERISTIQUES DE LA PRESTATION

Les spécifications techniques correspondant aux besoins de la CPAM de MOSELLE sont décrites dans le CCTP.

Les prestations du marché concernent les 7 sites de la CPAM de MOSELLE suivants :

- Site de METZ – 10 rue Jean Laurain 57000 METZ
- Site de METZ-SABLON (local archives) – 35 rue de la Marne 57000 METZ
- Site de THIONVILLE - 2, allée Bel Air 57100 THIONVILLE
- Site de SARREGUEMINES – 2 rue de l'école 57200 SARREGUEMINES
- Site de SARREBOURG – 13 Avenue du Général de Gaulle 57400 SARREBOURG
- Site de FORBACH – 65 Avenue Saint Rémy 57600 FORBACH
- Site du Centre d'Examens de Santé -14 rue Jean Laurain 57000 METZ

2.1.2 – MODALITES D'EXECUTION

Le Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit les conditions générales et particulières d'exécution du marché.

2.2 – Nomenclature européenne

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	92512100-4 Services de destruction d'archives
Classification complémentaire	90511400-6 Services de collecte du papier

2.3 – Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale et aux dispositions des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 à R2123-6 du Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018.

2.4 – Forme du marché

Il s'agit d'un **marché réservé** aux opérateurs économiques qui emploient des travailleurs handicapés et défavorisés conformément aux dispositions de l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique.
Les candidats ne répondant pas à ces conditions seront écartés.

2.5 – Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2.6 – Durée du marché et délai d'exécution

Le marché est conclu pour une **durée de 1 an à compter du 1^{er} Avril 2026 jusqu'au 31 Mars 2027**.
 A l'issue de cette période de 12 mois, le marché pourra être reconduit 2 fois de manière tacite annuelle.
 La durée totale du marché ne pourra excéder 3 ans (36 mois). Le marché prendra donc **fin le 31 Mars 2029**.

La décision de non reconduction du marché de l'organisme contractant au titulaire sera notifiée par un courrier en recommandé avec AR au titulaire, moyennant un préavis de TROIS (3) mois à sa date anniversaire.

La période située entre la date de l'accusé de réception de sa notification au candidat retenu et le 1^{er} Avril 2026 servira à la mise en place de l'ensemble du dispositif entre le titulaire du marché et la CPAM afin de garantir la bonne exécution des prestations prévues.

Par ailleurs, le marché pourrait être résilié dans les conditions visées par l'article 12 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2.7 - Unité monétaire

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

2.8 - Langue utilisée

Tous les documents produits par le candidat sont impérativement rédigés en langue française. Le cas échéant, les documents en langue étrangère devront être accompagnés d'une traduction en français.

2.9 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 (quatre-vingt-dix) jours à compter de la date limite de remise des offres, porté à la page de garde du présent règlement de consultation (RC).

ARTICLE 3 – DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

3.1 – Composition du Dossier de Consultation des Entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) fourni aux candidats comprend :

- Le présent règlement de consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe 1 (bordereau de prix)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le mémoire technique
- L'Acte contractuel de confidentialité et son annexe

3.2 - Modalités de retrait par voie dématérialisée via la plateforme Place

Les documents sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plate-forme des achats de l'Etat PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les documents de la consultation sont en accès libre, gratuit, direct et complet.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, le candidat n'est pas dans l'obligation de s'identifier sur la plate-forme PLACE pour consulter et/ou retirer tout ou partie des documents et fichiers constituant le dossier de candidature

Le candidat est prévenu qu'en cas de téléchargement anonyme, il renonce à recevoir directement par mails d'alertes les informations de modifications de la consultation.

C'est pourquoi il est recommandé au candidat de s'identifier lors du téléchargement des pièces du dossier de consultation, ce qui lui permettra de s'assurer d'être tenu informé par voie électronique des éventuels éléments complémentaires intervenants avant la clôture du délai limite de remise des plis.

3.3 - Modifications de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres, des modifications de détails au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans élever aucune réclamation.

Au cas où le soumissionnaire détecterait des anomalies dans le dossier qui lui a été transmis, il devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur.

3.4- Questions - Réponses

Les candidats ont la possibilité de poser leurs questions au pouvoir adjudicateur via le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les réponses à toutes ces questions seront publiées sur le profil acheteur. Le candidat devra donc vérifier par lui-même si des questions / réponses ont été publiées lors de la consultation.

Aucune question / réponse ne sera plus publiée 4 jours avant la date limite de remise des offres

ARTICLE 4 – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

4.1 – Forme juridique de l'attributaire

Pour cette consultation, les concurrents se présentent sous la forme d'un prestataire unique ou d'un groupement.

Si l'attributaire du marché est un groupement, le titulaire du marché sera un groupement conjoint dont le mandataire sera solidaire en raison de la spécificité de l'opération et afin de garantir sa bonne exécution.

Conformément à l'article R 2142-26 du code de la commande publique, Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

4.2 – Sous-traitance

Si le candidat souhaite déclarer un sous-traitant au moment du dépôt de l'offre, il fournit à l'acheteur une déclaration (ou formulaire DC4 obtenu gratuitement sur le site internet du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires> mentionnant :

- (a) la nature des prestations sous-traitées ;
- (b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- (c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- (d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- (e) les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Cette déclaration sera annexée à l'acte d'engagement du marché.

4.2.1 CANDIDATURE SOUS FORME DE DUME

Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chacun de ces sous-traitants un formulaire DUME distinct signé par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et, le cas échéant, les parties IV et V.

Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part du marché, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants.

4.2.2 CANDIDATURE HORS DUME

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide de l'imprimé DC 4 (Déclaration de sous-traitance) dûment rempli et signé par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que la déclaration sur l'honneur que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics. Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

4.3 – Modalités essentielles de financement et de règlement du marché

Les sommes dues seront payées en application du code de la commande publique dans un délai maximum de **trente jours** à réception d'une facture conforme. Le paiement sera effectué en créditant le compte ouvert au nom du titulaire. En cas de retard de paiement, le titulaire se verra verser des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire, selon les dispositions des articles R2192-31 à R2192-36 du code de la commande publique.

ARTICLE 5 - PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique sur la Plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse électronique permettant de façon certaine d'assurer l'ensemble des échanges éventuels effectués pendant la consultation (complément de candidature, demande de précision d'offre, négociation, courriers de rejet, notification...). Le candidat doit fournir, un dossier complet, lisible et en français, comprenant les pièces énoncées infra.

Les candidats désignent, dans les documents transmis, la personne habilitée à les représenter. Le ou les signataires doivent être habilités à engager l'entreprise.

Il convient également de bien vérifier que les emails envoyés par la CPAM de MOSELLE via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans les « spams » ou dans les « courriers indésirables ».

La candidature et l'offre sont déposées sur la plateforme de dématérialisation : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Elles sont clairement différenciées de manière à éviter toute confusion, lors de l'analyse, entre les documents fournis au titre de la candidature et les documents fournis au titre de l'offre.

Les documents numériques sont en version librement exploitable, c'est-à-dire en version « xls » ou équivalent et non en version « pdf ».

5.1 – Pièces à joindre au titre de la candidature

Les candidats établis en France doivent fournir:

Les candidats doivent fournir un dossier de candidature comprenant les pièces justificatives suivantes :

- *La Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants : **formulaire DC 1** (disponible sur le site du ministère : www.economie.gouv.fr) ou équivalent ;
- *La Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement : **formulaire DC 2** (disponible sur le site du ministère : www.economie.gouv.fr) ou équivalent ;
- Si le candidat fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente, la copie des jugements ;
- Si certaines prestations sont sous-traitées, le candidat doit présenter son sous-traitant (formulaire DC4 ou équivalent).
- Les candidats fournissent également un dossier de présentation comprenant les capacités demandées ci-après.

Pour la capacité économique et financière :

- **Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat** et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles;
- Une preuve d'une **assurance responsabilité civile**;

Pour la capacité technique et professionnelle :

- **Une liste des principales références concernant des marchés de même type réalisés au cours des trois dernières années**, indiquant le montant, l'année et le destinataire public ou privé.
- **Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat** et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années;

Important

***les formulaires (DC 1 et DC 2), peuvent être remplacés par le e-DUME** (Document Unique de Marché Européen au format électronique).

Le e-Dume est un formulaire standard de l'Union Européenne pré-rempli sur la base du numéro SIRET du candidat. Il permet de :

- bénéficier d'une reprise des données légales du candidat (raison sociale, numéro de TVA intracommunautaire, adresse, mandataires sociaux), ainsi que des données concernant la taille du candidat et son chiffre d'affaires global,
- d'attester du respect de ses obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFiP, ACOSS),
- d'attester de sa souscription aux assurances appropriées et de l'inscription aux registres du commerce de l'Etat dans lequel il est établi.
- récupérer automatiquement les attestations à fournir par le candidat lors de la signature du marché s'il en est désigné attributaire.
- sa réutilisation sur des procédures de consultation ultérieures.

Le candidat peut notamment créer son e-Dume via le portail web disponible sur Chorus Pro ou encore sur le site de l'Union européenne à l'adresse <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Le candidat l'imprime alors au format pdf pour l'intégrer à son dépôt électronique.

5.2 – Pièces à joindre au titre de l'offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes :

- **L'Acte d'Engagement (A.E.) et son annexe (bordereau de prix)** complété, daté et signé par la personne habilitée à engager le candidat.
- **Le Mémoire technique** complété, daté et signé par un représentant dûment habilité
→ cadre de réponse technique permettant d'apprécier les critères de jugement définis à l'article 6.2 du présent document.
- **L'acte contractuel de confidentialité et son annexe** à compléter, à dater et à signer

Important :

Afin de faciliter le dépouillement et l'examen des offres, les candidats devront répondre impérativement sur les documents fournis par l'Assurance Maladie de MOSELLE. Le cas échéant, il pourra être ajouté des tableaux de prix complémentaires établis selon le même modèle.

ARTICLE 6 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément à l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique, ce marché est réservé à des entreprises adaptées (EA) ou à des établissements et services d'aide par le travail (ESAT) ou à des structures équivalentes employant principalement des personnes handicapées.

Les candidats ne répondant pas à ces conditions seront écartés.

6.1 – Critères de sélection des candidatures

Seront éliminés les candidats dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont insuffisantes au regard des informations fournis au titre de la candidature article 5.1 ci-avant.

Conformément à l'article R 2144-7 du code de la commande publique, si le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le présent règlement de consultation ou ne peut produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'Assurance Maladie de Moselle, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

6.2 – Critères d'attribution des offres

Le candidat admis qui obtiendra la meilleure note, sur l'ensemble des critères exposés ci-après, sera considéré comme présentant l'offre économiquement la plus avantageuse et se verra attribuer le marché :

Critères de jugement des offres :

CRITERE 1 – VALEUR TECHNIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'OFFRE : analysé sur la base du Mémoire Technique et apprécié selon les <u>sous-critères suivants</u> :		50 POINTS
<ul style="list-style-type: none"> Sous-critère 1 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>La composition et l'organisation des équipes vis-à-vis des prestations à effectuer conformément à l'article R.2113-7 du Code de la Commande Publique</i> 	20 Points	
<ul style="list-style-type: none"> Sous-critère 2 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>La méthodologie utilisée pour la collecte et la destruction des documents ainsi que l'ensemble des procédures permettant d'assurer la traçabilité et la fiabilité de la destruction sécurisée des archives : bordereau et sécurisation des documents</i> 	20 Points	
<ul style="list-style-type: none"> Sous-critère 3 : <ul style="list-style-type: none"> ➤ <i>Les moyens matériels : types de machines et descriptif du parc automobile dédié aux collectes (le volume utile, le type)</i> 	10 Points	
CRITERE 2 - PRIX : apprécié sur la base du prix total prévisionnel annuel (montant reporté à l'AE)		40 POINTS
CRITERE 3 – PERFORMANCE DEVELOPPEMENT DURABLE : analysé sur la base du Mémoire Technique et apprécié selon les <u>sous-critères suivants</u> :		10 POINTS
<ul style="list-style-type: none"> Sous-critère 1 : <i>Les modalités de recyclage du papier traité et les filières utilisées</i> 	5 Points	
<ul style="list-style-type: none"> Sous-critère 2 : <i>Les moyens mis en œuvre par le candidat au sein de son activité en vue de protéger l'environnement.</i> 	5 Points	
TOTAL		100 POINTS

Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le présent règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition ou le sous-détail pour les mettre en harmonie avec le montant provisoire de rémunération. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

6.2.3 Précisions sur le critère prix

Les prix du bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement) doivent tous être renseignés par le candidat qui soumissionne. Une absence de prix est éliminatoire.

La notation du prix s'établira au regard du montant total prévisionnel annuel du marché.

Méthode de calcul :

40 points maximum sont affectés à ce critère dont l'offre est la plus basse

Le prix le plus bas est défini comme suit $PRIX_{\min}$

Le prix d'un candidat est défini comme suit : $PRIX_{\text{cand}}$

Le nombre de points affecté à un candidat ($POINT_{\text{cand}}$) est calculé selon la formule suivante :

$$POINTS_{\text{cand}} = 40 \times PRIX_{\min} / PRIX_{\text{cand}}$$

ARTICLE 7 - REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le dépôt de l'offre et de la candidature devra se faire via le site <https://www.achatpublic.com>, dans un seul et même fichier **avant le Lundi 23 Février 2026 à 12 heures.**

Seuls seront ouverts les plis reçus au plus tard aux date et heure limites fixées pour la réception des offres en page de garde de la présente lettre de consultation. Au-delà de ces dates et heure limite, le pli dématérialisé ne sera pas ouvert.

Le dossier remis par les candidats, rédigé impérativement en langue française, comprendra obligatoirement les pièces énoncées à l'article 5 du présent document.

Le double envoi d'un dossier sur un support papier et par voie électronique n'est pas autorisé.

7.1 Remise des offres

Les candidats devront envoyer leur offre par voie dématérialisée sur la plate-forme du site :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Seule l'utilisation de ce site sera possible. Toute transmission par un autre site ou adresse électronique sera nulle et non avenue.

La CPAM de MOSELLE ne pourra être tenue responsable des dommages, troubles, directs ou indirects qui pourraient résulter de l'usage lié au fonctionnement du site utilisé dans le cadre de dématérialisation des procédures.

Afin de pouvoir lire les documents électroniques mis en ligne par le pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires devront disposer des logiciels suivants : Word, Excel, Acrobat Reader.

Pré requis

- Une inscription préalable à la plateforme des achats de l'Etat <https://www.marches-publics.gouv.fr>
- L'installation préalable sur l'ordinateur du logiciel JAVA.

Des compléments d'information et un guide d'utilisation sont disponibles sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, à la rubrique « aide ». Le téléchargement des logiciels nécessaires est gratuit.

Une plateforme école est disponible en rubrique « se préparer à répondre ».

Afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, tous les formats sont acceptés par la plateforme, sauf les fichiers en EXE et HTML.

Le candidat s'attachera à optimiser le poids de ses fichiers et à intégrer uniquement les informations demandées au présent règlement de la consultation.

Le candidat s'attachera à utiliser des formats de fichiers courants. En cas d'utilisation d'un format moins courant, les candidats devront indiquer avec précision le site permettant à la CPAM de lire les documents qui lui ont été transmis par la voie dématérialisée.

En cas de signature électronique, conformément à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique et abrogeant l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, la personne signataire habilitée à engager l'entreprise devra impérativement être titulaire d'un certificat de signature électronique conforme au référentiel intersectoriel de sécurité.

Le certificat utilisé doit être valide à la date de la signature du document (ni échu, ni révoqué) et être établi au nom d'une personne physique autorisée à signer le marché. De plus, la signature électronique appliquée sur un fichier « zip » contenant des documents non signés électroniquement n'est pas valable et entraînera le rejet de l'offre pour cause d'irrecevabilité (TA de Toulouse, ord, 9 mars 2011). Pour être régulière, la signature électronique devra être appliquée sur chaque document devant être signé.

Une liste des certificats de signature électronique est disponible à l'adresse suivante : www.entreprises.economie.gouv.fr/certificats

7.2 Re-matérialisation de l'offre pour signature du marché

La signature électronique des documents n'est pas exigée.

Le marché sera re-matérialisé et signé.

L'attributaire recevra un courriel lui demandant de matérialiser son offre. Les candidats s'engagent à ce que la personne physique habilitée à engager la société signe les exemplaires re-matérialisés sans procéder à la moindre modification de ceux-ci.

Les offres qui seraient remises ou dont la livraison s'effectuerait postérieurement à la date et l'heure limites décrites ci-dessus ne seront pas retenues et seront renvoyées à leur auteur.

ARTICLE 8 -RECOURS

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le suivant :

Tribunal Judiciaire de METZ – 3 rue Haute Pierre, accueil, 57036 METZ

Courrier électronique : accueil-metz@justice.fr

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi de 8h30 à 11h45 et de 13h30 à 16h30

Téléphone : 03 87 56 75 00

Télécopie : 03 87 56 75 15

Les candidats disposent de la possibilité d'introduire un référé précontractuel et un référé contractuel à l'encontre de la présente procédure dans les conditions prévues à l'article 1441-1 et suivants du Code de

procédure civile et de l'ordonnance n° 2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.

ARTICLE 9 - NEGOCIATION

S'agissant d'un marché passé selon une procédure adaptée, l'Organisme pourra avoir recours à la négociation avec les candidats du présent marché, sans aucune condition ni de circonstance, ni de montant du marché.

ARTICLE 10 - RESERVES

Dès la consultation du dossier et avant la remise de son offre, le candidat prendra soin de signaler, par écrit à la CPAM de MOSELLE, toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévue.

En aucun cas, le candidat ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou contradictions pour justifier une demande de supplément.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire pour l'établissement de leur dossier de candidature, les candidats devront formuler leur demande directement sur la plate-forme de dématérialisation PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) en suivant la procédure suivante :

- ✓ Identifiez-vous sur le site.
- ✓ Cliquez sur l'intitulé correspondant à la procédure.
- ✓ Cliquez sur l'icône « questions / réponses ».
- ✓ Posez vos questions.

Pour être destinataire de l'ensemble des questions/réponses, il est indispensable d'avoir téléchargé l'intégralité du DCE à l'adresse mentionnée ci-dessus. La demande et la réponse seront consultables sur le site, par l'ensemble des candidats ayant téléchargé le DCE.

Dans tous les cas les candidats devront faire parvenir leur demande au moins 6 jours avant la date limite de remise des plis.

Afin de respecter l'égalité des candidats devant l'accès à l'information, toute demande de renseignement recevable formulée par un candidat, sous réserve que cette demande ne contienne pas d'informations qui relèveraient du secret industriel et commercial ou de la vie privée, ainsi que la réponse qui lui est transmise le sera aussi auprès des autres candidats.